

LES FEMMES ENCEINTES PASSERONT AVANT LES CORPS CONSTITUÉS

Le vaccin toujours en otage à l'Institut Pasteur

Pas de vaccination contre la grippe A à partir de samedi, contrairement à ce que Barkat lui-même avait annoncé. L'institut Pasteur n'a toujours pas délivré le certificat de conformité pour les 713 000 doses reçues. Le décès des femmes enceintes a forcé le ministère de la Santé à revoir la liste des personnes prioritaires pour la vaccination : les femmes enceintes seront finalement vaccinées avant les corps constitués.

Nawal Imés- Alger (Le Soir)- Les annonces se suivent mais ne se ressemblent pas. Au ministère de la Santé, on affirmait dans un premier temps que le contrôle des vaccins ne prendrait pas plus de quelques jours.

Dans les faits, le vaccin est toujours en otage au niveau de l'Institut Pasteur, du Laboratoire de toxicologie et du Laboratoire de contrôle des produits pharmaceutiques.

Officiellement, ce retard serait dû à la nécessité de faire plusieurs tests. Pourtant, des sources proches du ministère de la Santé affirment tout le contraire : les opérations de contrôle sont terminées et le certificat de conformité pourrait être délivré. Ce qui

retarde le début des opérations de contrôle, c'est l'incapacité du système de santé à se mobiliser. Pas plus tard qu'hier, le département de Barkat n'était pas en mesure de dire avec exactitude le nombre des personnes appelées à se faire vacciner même s'il affirme que tout est fin prêt pour le lancement de la vaccination qui, selon le plan mis en place par le ministère, se fera sur six phases.

Comme annoncé, c'est le personnel de la santé, estimé à 300 000 entre secteur public et privé, qui sera vacciné en premier. L'opération devrait durer une semaine. La vaccination reste recommandée mais pas obligatoire. Ensuite, viendra le tour des



Photo : D. R.

femmes enceintes. Le ministère de la Santé recommande la vaccination sans prendre en compte l'âge de la grossesse tandis que le débat fait rage ailleurs sur la nécessité de vacciner avant 20 semaines de grossesse.

Elles seront 850 000 à être vaccinées dans la phase deux alors qu'initialement elles ne devaient se faire vacciner qu'après les corps constitués qui pas-

sent à la phase 3. Viendront ensuite les patients atteints

de pathologies chroniques, puis les enfants et adoles-

cents âgés de 6 mois à 24 ans puis finalement l'entourage des nourrissons de moins de six mois.

Les 900 000 doses seront donc épuisées dès la première phase. Il faudra attendre l'arrivée de doses supplémentaires pour pouvoir entamer la phase 2. Lorsqu'enfin commencera la vaccination de masse qui concernera les personnes atteintes de maladies chroniques, 8 000 centres de vaccination seront mobilisés.

Aucune indication sur le nombre du personnel qui sera mobilisé ni sur la capacité de ces centres à faire face au flux des personnes devant se faire vacciner n'a été donnée.

N. I.

POLÉMIQUE AUTOUR DES TESTS

Pas de commentaire !

Aucune réaction au sujet de l'information donnée hier par un quotidien arabophone selon lequel des souris ayant reçu à titre expérimental des doses du vaccin contre la grippe A seraient toutes mortes.

A la question de savoir si cette information était crédible, le directeur de la prévention s'est contenté de répondre que les tests étaient toujours en cours au niveau de l'Institut Pasteur. Voilà une réponse qui ne mettra certainement pas un terme à la rumeur !

N. I.

DÉBUT DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA GRIPPE PORCINE

Barkat change son calendrier

Le ministre de la Santé, qui a affirmé à plusieurs reprises que la campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1, débutera samedi prochain, s'est finalement ravisé. Le ministre ne peut se prononcer sur une date, l'Institut Pasteur devant d'abord valider l'utilisation des vaccins. Par ailleurs, un autre médicament antiviral, le Samifer, est disponible, pour être administré lorsque le Tamiflu ne donne pas de résultats.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Annoncée en grande pompe pour le début de la semaine prochaine, la date de la campagne de vaccination contre la grippe porcine n'est finalement pas dûment arrêtée. Intervenant hier sur les ondes de la Radio

nationale, Saïd Barkat a indiqué que les 713 000 doses de vaccin réceptionnées sont actuellement soumises à analyser au niveau de l'Institut Pasteur.

Il a affirmé que pour la mise sur le marché du vaccin, l'Institut Pasteur devrait d'abord donner

son feu vert. «La procédure nécessite un délai de plus de 14 jours. Je ne peux pas faire pression sur les experts pour accélérer les tests. Dès que ces derniers se seront prononcés sur la validité des vaccins, la campagne de vaccination commencera», a précisé Barkat.

Avec 476 cas confirmés et 24 décès, le ministre de la Santé n'a pas exclu l'hypothèse d'une seconde vague de contamination, qui surviendrait en fin d'année, avec l'apparition prévue de 3 600 cas compliqués. Cependant, Barkat, qui a précisé que le préle-

vement pour des analyses est une procédure qui nécessite des délais relativement longs, a appelé toutes les personnes présentant des symptômes grippaux, notamment les femmes enceintes, à se présenter aux structures sanitaires ainsi qu'au niveau des cliniques privées pour se faire délivrer gratuitement du Tamiflu ou du Saiflu.

Toutefois, dans le cas où ces deux médicaments antiviraux s'avèrent inefficaces, le ministre a annoncé la disponibilité d'un autre antiviral, le Samifer. Tout en déclarant que le vaccin concerne-

ra d'abord les personnes les plus exposées aux risques, Barkat, qui a élargi sa liste aux enfants et adolescents âgés de 6 mois à 24 ans, a été formel quant à interdire la vaccination des enfants de moins de six mois.

Enfin, le ministre, qui a rappelé que 10 000 structures de santé seront mobilisées pour assurer la campagne de vaccination, a assuré que les personnes vaccinées subiront un contrôle avant, pendant et après la vaccination, afin de les prémunir contre toute complication.

S. A.

GRIPPE A/H1N1 À BOUIRA

7 cas confirmés

Alors que la DSP de Bouira s'affairait à réceptionner le quota de vaccins contre la grippe A/H1N1, ainsi qu'à préparer le plan de vaccination en identifiant les ordres de priorité, en commençant par le personnel médical avant de passer aux femmes enceintes et aux personnes vulnérables ou atteintes de maladies chroniques, le docteur Omar Hamadi, responsable du service prévention au niveau de la DSP, nous informera que la wilaya de Bouira a enregistré, depuis juillet dernier, 24 cas suspects de grippe A.

Parmi ces cas, 7 se sont avérés positifs, alors que 12 autres sont toujours hospitalisés et traités au Tamiflu en attendant les

résultats des analyses épidémiologiques de l'Institut Pasteur de Sidi-Fredj et 5 sujets suivent leur traitement à domicile.

En outre, parmi les cas suspects, le responsable de prévention au niveau de la DSP a indiqué que deux femmes qui revenaient du hadj sont traitées à domicile.

L'une est âgée de 70 ans et réside à Sour-El-Ghozlane et l'autre de 53 ans et habite El-Hachimia.

Pour sa part, le DSP nous parlera du cas d'une femme arrivée au terme de sa grossesse et qui a été hospitalisée à Aïn-Bessam et qui présentait des symptômes de grippe A. Après

un accouchement réussi au niveau du service maternité de l'hôpital, le nouveau-né a été gardé en observation alors que sa maman a été transférée vers l'hôpital de référence de Lakhdaria, où elle subit un traitement au Tamiflu.

Un traitement très efficace puisque le responsable de prévention, qui lui a rendu visite avant-hier, nous dira que l'état de santé de la mère est jugé très satisfaisant et qu'elle devrait quitter l'hôpital ce jeudi, après une cinquième

dose au Tamiflu, pour rejoindre son bébé, qui se porte très bien.

Par ailleurs, le docteur Abderrahmane, l'un des responsables du syndicat SNPSP, a indiqué, en marge d'un sit-in observé hier devant le siège de la DSP, que la meilleure façon de lutter contre la grippe A n'est pas la vaccination, dont les effets secondaires, estime-t-il, peuvent surgir à tout moment, mais dans la prévention avec le port du masque et le lavage répété des mains, afin que le virus

n'affecte pas l'entourage du malade.

Cela étant, et toujours lors de ce sit-in, le docteur Abderrahmane rappellera la résolution du conseil national du SNPSP tenu le 11 décembre dernier, relative à la décision des médecins praticiens de la santé publique de s'impliquer pleinement dans la campagne de vaccination contre la grippe A, même si une grève illimitée venait à être observée.

Y. Y.